

Arrêtons la machine infernale en Asie du Sud-Ouest !

■ Le 7 septembre 2013

Plus hypocrites que les bruits de botte, les sifflements de drones et de missiles se font entendre en Asie du Sud-Ouest. Il faut arrêter la participation de notre gouvernement à cette machine infernale.

1 MM. Obama et Hollande prétendent qu'une intervention aérienne en Syrie, limitée, ciblée et ponctuelle, ne viserait ni à un changement de régime ni à écarter la famille Assad du pouvoir. Ils se trompent ou ils mentent. Une telle intervention ne peut en rester à un simple coup de semonce contre le recours aux armes chimiques par le dictateur. Elle ne peut que dériver vers un embrasement de la région ou, à terme, vers une guerre mondiale, compte tenu des intérêts de la Russie en Syrie et en Iran.

2 Tout prétexte moral est une tromperie cynique. De même que personne n'a rien fait pour arrêter le clan du dictateur au moment où il se procurait des armes chimiques, rien n'a été fait pour arrêter le Qatar et l'Arabie saoudite lorsqu'ils ont organisé des milices étrangères de djihadistes sanguinaires contre le dictateur. Les services britanniques et américains ont, eux, fourni des armes chimiques aux régimes de la région et encouragé leurs crimes. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont donc mal placés pour donner des leçons à quiconque. Nous avons nous-mêmes participé aux accords Sykes-Picot, qui ont engendré le maelström.

3 En fait, cette intervention obéit à un double but : abattre un premier pion dans une opération de chantage global visant l'Iran, la Russie et la Chine, c'est-à-dire tout point de résistance à l'Empire de la City et de Wall Street ; créer un chaos dans la région pour détourner l'attention du krach financier et monétaire qui se produira fatalement entre cet automne et le printemps 2014.

4 François Hollande se rend ainsi complice, consciemment ou pas, d'une opération sans fondement juridique (pas d'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU, pas de menace directe contre les intérêts fondamentaux de la France). Notre intervention ne serait d'ailleurs pas en mesure de protéger quoi que ce soit : les précédents yougoslave, irakien et libyen en témoignent.

Bien évidemment, on ne peut rester sans rien faire. Cependant, l'erreur de ceux qui revendiquent une solution politique est de s'en tenir à la région, pour un conflit qui la dépasse, et de ne proposer aucun projet.

1 Il ne suffit pas en effet de s'opposer à la guerre, il faut créer les conditions de la paix. C'est ce que devrait être la politique d'un gouvernement réellement socialiste attaché à l'ordre républicain. Paix impliquant tous les acteurs régionaux sans exception dans les négociations de Genève, mais surtout paix à partir d'un projet commun : le développement économique mutuel, une politique de l'eau, de l'énergie et de la croissance partagée pour toute la région et à l'échelle du monde.

2 Car la cause première de la guerre et du chaos est la domination de l'économie mondiale par une oligarchie financière qui est incapable d'assurer un avenir et mène donc une politique de conflit et de dépopulation par tous les moyens. La vaincre, pour assurer la paix, c'est d'abord assainir le système financier et monétaire international en arrêtant sa logique d'austérité et de renflouement des spéculations financières par les citoyens, les contribuables ou les déposants. Pour cela il faut couper les banques en deux en commençant par une vraie réforme bancaire chez nous, pas le simulacre de Pierre Moscovici.

3 Le but est d'ouvrir la voie à une grande politique de crédit public, fondée sur des banques nationales, à l'échelle de l'Europe et du monde, pour équiper l'homme et la nature. C'est ce « pari sur l'avenir » qui est le seul fondement possible de la paix.

4 Dans ce monde délivré de la dictature prédatrice et destructrice de la City et de Wall Street, il deviendra légitime que le régime syrien doive détruire son stock d'armes chimiques, tout comme les autres Etats, et qu'on mette hors d'état de nuire les régimes d'Arabie saoudite, du Qatar et leurs semblables, au lieu de rechercher leurs dollars et leur complaisance.

Chez nous, il s'agit d'abolir le régime du « trio atlantiste » que forment Pierre Moscovici, Laurent Fabius et Manuel Valls, en substituant à l'arrogance va-t-en-guerre des nouveaux Clemenceau la non violence organisée et armée de Jean Jaurès.

Le défi est risqué mais simple à concevoir. Il faut organiser les forces permettant de le relever dans toute son ampleur. C'est-à-dire susciter une nouvelle Résistance qui se conjugue au futur, revivifiant le combat contre le féodalisme financier, inscrit dans le programme du CNR du 15 mars 1944.

20130907_tracSyrie - Ne pas jeter sur la voie publique svp